

# Ni anges ni démons\*

Par Nicole Le Guennec, sociologue

L'idéologie sécuritaire qui se développe s'accompagne de la résurgence du thème de la délinquance juvénile. Les jeunes des banlieues ou, comme l'on dit aujourd'hui, des « quartiers difficiles » – dont la liste ne cesse de s'accroître – sont suspectés d'incivilité chronique. De l'incivilité à la délinquance, de la délinquance à la criminalité, le pas est vite franchi. Les réponses sociales s'orientent de plus en plus vers le tout-répressif.

Didier Ménard, médecin des pauvres exerçant dans une cité de Saint-Denis, les Francs-Moisins, vient de publier dans le *Journal de Pantin* quelques histoires édifiantes. Un beau jour, il surprend un gamin lui volant son blouson dans la salle d'attente. Bondissant dans l'escalier, il gifle le larron et récupère son bien. Quelques jours plus tard, le jeune garçon vient le consulter pour un mal de gorge. Ménard le repousse virilement : « *Je ne soigne pas les mecs qui viennent chez moi et qui me tirent mon blouson. – Ben, c'est pas grave, réplique le jeune, c'était de ta faute aussi, t'avais qu'à fermer ta porte. Ton blouson je l'ai vu, il me plaisait je l'ai pris, tu m'as rattrapé, tu m'as filé une baffa. Bon ben ça y est on est quittes. Je vois pas où est le problème. Allez soigne-moi.* » Finalement, Ménard le soigne, passablement surpris du raisonnement. « *Complètement perturbé. C'est tout juste si ce n'est pas de ma faute s'il a pris mon blouson.* »

Un mois plus tard, Ménard est appelé en consultation par une mère, et réalise, une fois dans l'appartement, qu'il est chez le fameux gamin. Ni une ni deux, il pénètre dans sa chambre et fourre le walkman et la console de jeu dans sa sacoche. « *Qu'est-ce que tu fais ? – Comme toi : ça me plaît, je prends. – Ah ouais, tes gosses ils n'en ont pas ? T'as raison, t'inquiète pas, j'en chourerai d'autres. Vas-y, sers-toi, ça me fait plaisir.* »

« *Convivial, sympa et tout, précise Ménard, devant la mère éberluée. Et moi qui me dis "ta pédagogie de lui faire comprendre, le bide complet, oui. Rien du tout".* »

Pour la première fois, un de ses confrères s'est fait agresser dans la cité. Un coup de crosse de pistolet sur la tête et la sacoche arrachée. La police enregistre la plainte, mais se déclare incapable de retrouver le coupable, faute de signalement précis ou de dénonciation nominale. C'est alors que « *la collectivité des jeunes a réagi* » rapporte Didier Ménard. En quarante-huit heures le matériel est retrouvé, le responsable traîné devant le médecin, dûment baffé et contraint de lui offrir sa repentance publique.

Loin de se réjouir, Ménard s'inquiète. « *La collectivité a sanctionné l'agresseur, mais*

*avec ses propres lois... Implicitement nous avons passé avec ce système mafieux une sorte de compromis tacite. On vit sous la protection des caïds de la cité... Si du jour au lendemain, ils ne veulent plus que je travaille ici, ils peuvent me virer comme ils veulent.* »

On peut récolter de tels témoignages par milliers. Un diagnostic se dessine : de tout petits voyous joueraient les vandales dès l'école élémentaire ; des phénomènes de délinquance collective apparaissent. Devant la délinquance juvénile, le rôle des pouvoirs publics consistait, jusqu'aux années 70, à admonester le jeune délinquant et à l'accompagner dans son parcours éducatif. Arrivés à l'âge adulte, les jeunes déviants corrigeaient d'eux-mêmes leurs comportements délinquants, étaient happés par les mécanismes d'intégration « normale ». On les mariait, on leur trouvait un travail, et tout rentrait dans l'ordre. Telles étaient du moins les solutions du temps où l'État se sentait responsable d'une dérive de ses enfants. Désormais la violence est devenue la règle du jeu. Dans les banlieues, on utilise quelquefois la méthode « Schmidt » : le grand tape sur le plus petit pour l'endurcir et lui apprendre à résister aux rigueurs des commissariats ou aux agressions des « autres », ceux de la cité d'à côté. Le but à atteindre, c'est de savoir manifester ce détachement suprême vis-à-vis de soi-même et des autres. Car finalement leur seule demande identifiable se résume à ceci : qu'on cesse enfin de les importuner. Le microterritoire est ce lieu qui met à l'abri du mépris, de la honte, de l'inégalité, de la violence sociale. On peut y reconstruire en toute impunité une image potable de soi, avec les symboles de la consommation que l'on récupère comme on peut, le blouson, les Nike ou le walkman. Que sont les adultes devenus ? Les quartiers de banlieue meurent dans l'abandon, et les anciens relais de l'État, maisons des jeunes et de la culture, centres sociaux, foyers de jeunes travailleurs, sont aujourd'hui bien mal en point. Les familles appartenant aux ex-classes moyennes, installées il y a vingt ans dans leur HLM, ne peuvent plus payer leur loyer, depuis qu'ils ne touchent plus que le RMI. Certains sont barricadés derrière leur porte et n'ouvrent à personne, ne s'absentent plus jamais, de peur que l'huissier ne saisisse leurs pauvres biens, et qu'on leur prenne leurs enfants.

Le risque serait aujourd'hui de diaboliser les milieux populaires, de traiter la question sociale en termes de « pathologie sociale » ou familiale, et d'accepter une gestion par l'apartheid. On ne peut certes tolérer que les enseignants ou les policiers soient agressés, mais on ne peut non plus admettre que les adultes

pauvres et les jeunes soient humiliés. Pour que la paix revienne dans ces quartiers, les institutions doivent montrer qu'elles sont respectables, en multipliant les interventions de proximité et de médiation sociale de quartier.

L'option purement sécuritaire va traiter ces phénomènes d'affaissement social par la répression. Aux États-Unis, où des zones d'extrême pauvreté et des zones de détresse sociale se sont constituées dans les grandes villes, entre 1970 et 1990, la population blanche pratique une stratégie d'évitement mutuel à l'égard des Noirs et des Latino-Américains pauvres. Les pauvres des quartiers ghettoisés sont désormais une *underclass* dangereuse et diabolisée. On parle de « superprédateur », de « femmes vivant de la charité publique et procréant à outrance », de « jeunes mâles noirs armés d'uzis »...

La seule réponse à leur rencontre paraît être la répression et l'emprisonnement.

En France, si on ne choisit pas l'évolution sécuritaire, on peut aussi envisager le glissement vers une coexistence identitaire, une « société multiculturelle » (la religion musulmane bien entendu, mais aussi l'« ethnicité » au sens large, l'origine nationale, les handicaps physiques ou même les « genres » comme l'homosexualité). Dans ce cas, les leaders des communautés, généralement religieux et sans doute plus soucieux des intérêts particuliers de leur groupe que de l'intérêt général, prennent en main la régulation sociale. Enfin, il existe une troisième possibilité qui n'opposerait pas, comme le font les analyses de l'extrême droite, sur l'antagonisme entre les « jeunes d'origine étrangère » et les « bons Français ». On pourrait imaginer la formation d'un groupe social qui vivrait dans la précarité. Et assister à la constitution d'un mouvement social porteur de revendications politiques, à l'instar de ce qui s'est produit pour la construction du mouvement ouvrier au XIX<sup>e</sup> siècle.

C'est donc la guerre civile, la gestion par les communautés ou une gestion sociale où les gens ne seraient plus abandonnés. Le débat d'aujourd'hui ne doit pas porter sur la délinquance, mais sur la misère.

Nicole Le Guennec est l'auteur avec Christian Bachmann d'*Autopsie d'une émeute* (Albin Michel, 1997) et d'un rapport, avec Sophie Body-Gendrot, au ministre de l'Intérieur sur les violences urbaines (juin 1998). ■

\* Nous remercions le journal *Libération* de nous autoriser à publier ce « libre opinion » qui a fait l'objet d'une première publication le 29 janvier 1999.